

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21342 - 79ÈME ANNÉE

## Au lieu de développer La Réunion, le choix de Paris d'envoyer des Petits blancs coloniser une région de Madagascar

### Descendants de Réunionnais de la Sakay : victimes des derniers soubresauts du colonialisme français en Afrique



Les Malgaches descendants de Réunionnais émigrés dans la région de la rivière Sakay à Madagascar sont les témoins vivants et les victimes d'une des dernières tentatives de colonisation de Paris en Afrique. Ils s'estiment « oubliés » de La Réunion qui peut apparaître aujourd'hui pour eux comme un Eldorado. En réalité, ils sont les victimes des derniers soubresauts du colonialisme français en Afrique, et de ses complices de l'époque à La Réunion, notamment le « député » Babet, et à Madagascar.

Dans son édition du 1er septembre dernier, « le Quotidien » fait part d'une rencontre avec des descendants de Réunionnais de la Sakay, qui vivent aujourd'hui dans la région de Mahatsinjo à environ 150 kilomètres de la capitale Antananarivo. Comme de nombreux Malgaches dans la campagne, ils doivent se débrouiller avec l'équivalent d'un euro par jour. Une photo de l'article montre leur maison ; une case traditionnelle de cette région montagneuse,

avec des murs en terre et un toit en paille. Aujourd'hui, ces Malgaches d'origine réunionnaise se disent abandonnés par La Réunion. Il est vrai qu'avec la vision forcément limitée qu'ils ne peuvent qu'avoir de notre île, La Réunion peut être un Eldorado.

#### La promesse d'un Eldorado pour Petits blancs

C'est justement la promesse de l'Eldorado pour les Petits blancs des Hauts qui explique une part importante de l'émigration réunionnaise à Madagascar pendant la colonisation du pays par la France. Dans la société de classe coloniale à Madagascar, les Français étaient en haut de la pyramide, et les Réunionnais en seconde position, devant les Malgaches de nationalité française puis les Malgaches soumis au Code de l'indigénat. Ainsi, en émigrant à Madagascar, un Réunionnais n'était plus en bas de la société colo-

niale, il bénéficiait d'une ascension sociale. Commencée après l'annexion de Madagascar par la France, cette émigration de Petits blancs se poursuivit au début du 20<sup>e</sup> siècle principalement sur la côte, sur des terres volées aux Malgaches par la France. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les Réunionnais arrachent l'abolition du statut colonial. Mais Paris refusait que le changement de statut s'accompagne du développement qui pouvait s'appuyer sur une importante croissance démographique. Le maintien du sous-développement signifiant en effet l'augmentation de la dépendance envers Paris, et donc la garantie pour les gouvernements français de disposer avec La Réunion d'un point d'appui où leur souveraineté ne pouvait être contestée.

### Favoriser l'émigration à la place du développement

Néanmoins, la croissance démographique était une réalité. Paris tenta de l'utiliser au profit de son patronat en cherchant à organiser l'exil des Réunionnais en France via le BUMIDOM. Mais avant le développement du transport aérien, une tentative d'implantation de Réunionnais eut lieu à Madagascar qui était encore sous la souveraineté de la France. Dans les années 1950, des Petits blancs des Hauts furent envoyés dans la région du Bongolava, province d'Antananarivo, à 150 kilomètres de la capitale. Ils furent chargés de coloniser une région peu peuplée, située à 900 mètres d'altitude, avec un climat ressemblant par la température à celui des Hauts de La Réunion. Des centaines de Petits blancs furent ainsi expédiés à Madagascar où ils développèrent l'agriculture dans une région proche de la rivière Sakay. Cette colonie fut appelée Babetville, du nom d'un « député » de l'époque, « élu » grâce à la fraude électorale massive soutenue par la préfecture au nom du refus de Paris de voir à La Réunion des élus communistes. Ce « député » Babet encourageait l'émigration de ces Petits blancs vers Ankadinondry Sakay, nom malgache de Babetville.

### Enclave coloniale sur la route du BUMIDOM

Le PCR dénonça cette colonisation qui avait, de plus, une visée clairement raciste. L'envoi exclusif de Petits blancs montrait la volonté du colonisateur de « blanchir » une région de Madagascar. Cette colonisation se poursuivit après l'indépendance, avec l'accord du premier président de Madagascar, Philibert Tsirana, qui avait maintenu d'importants liens avec la France via la signature d'accords de coopération avec Michel Debré, alors chef du gouvernement français. Ankadinondry Sakay était aussi un lieu de transit pour des Réunionnais expédiés en France par le BUMIDOM, ils y recevaient une formation de base afin qu'ils puissent être opérationnels dans des métiers manuels dès leur arrivée sur le sol français.

### Victimes d'une entreprise coloniale

La révolte des étudiants en 1972 puis la chute de la 1<sup>ère</sup> République à Madagascar allait être le point de départ de la récupération de ces terres par les Malgaches. Elle se concrétisa en 1975 par l'expulsion des derniers fermiers réunionnais. Utilisés par Paris dans une entreprise coloniale, ces Réunionnais trouvèrent refuge principalement en France, en Kanaky Nouvelle-Calédonie, en Guyane et, pour une faible minorité, à La Réunion. Quelques-uns sont restés car ils étaient unis à des Malgaches. Ce fut le cas des parents de la famille faisant l'objet de l'article du « Quotidien ». Ils sont aujourd'hui les témoins vivants et les victimes d'une des dernières entreprises de colonisation de Paris en Afrique.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77<sup>e</sup> année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# La faillite de Birmingham laisse présager un effet domino

**Le conseil municipal de Birmingham s'est placé, le 5 septembre, sous la protection de la "section 114" de manière à ce que seules ses dépenses essentielles puissent être maintenues.**

Parmi les raisons de cette faillite, une condamnation pour infraction au droit du travail qui lui a valu une amende de 760 millions de livres et la baisse des financements accordés par les gouvernements conservateurs au cours des treize dernières années. A cela s'ajoute, la hausse considérable du coût de la vie.

Seconde ville du Royaume-Uni, Birmingham, s'est déclarée en faillite, faisant craindre un effet domino sur d'autres municipalités du pays, qui font également face au coût de la vie et après des années de coupes budgétaires sous les gouvernements conservateurs.

À un an des prochaines législatives, l'annonce du Conseil municipal du centre de l'Angleterre, qui gère les services publics de plus d'un million de personnes, alimente les accusations de négligence des services publics visant les exécutifs « Tories » qui se succèdent depuis 13 ans.

Cette annonce intervient également dans un contexte difficile. En effet, les grandes manifestations ont réuni les enseignants, les cheminots, et agents publics ; le secteur hospitalier complètement débordé a fait face à des grèves imposantes ; et entre la crise des écoles bâties avec un béton défectueux, obligeant la fermeture de certaines d'entre elles. Le Royaume-Uni fait face depuis le début de l'année à un vaste mouvement de contestation, en raison de l'inflation, des conditions travail déplorables, les retraites, ...

Concrètement, le conseil municipal de Birmingham n'est pas parvenu à équilibrer son budget comme la loi l'y oblige et sans aide du gouvernement. La municipalité s'est alors placée sous la protection de la « section 114 ». Cela signifie que seules les dépenses essentielles sont maintenues.

Le maire travailliste John Cotton a expliqué avoir pris cette « mesure nécessaire » pour permettre un retour à une situation financière saine. Il a justifié cette décision par les dépenses exceptionnelles, comme une condamnation pour infraction à la loi sur l'égalité hommes-femmes, ainsi que l'installation d'un nouveau système informatique.

Il a également dénoncé la baisse des financements accordés par les gouvernements conservateurs successifs, au cours des treize dernières années, et la crise du coût de la vie. Pourtant, les dépenses sociales explosent et l'inflation fait grimper les coûts,

les collectivités locales comme Birmingham sont donc confrontées à « des défis financiers sans précédents », a expliqué l'élu.

John Cotton a évoqué une estimation de la fédération des collectivités locales Sigoma estimant que 26 d'entre elles pourraient se mettre en faillite d'ici 2025. Pourtant, à la tête du gouvernement, la responsabilité incombe aux municipalités.

« Il revient clairement aux conseils élus localement de gérer leur budget », a indiqué un porte-parole du Premier ministre Rishi Sunak, affirmant que Birmingham avait bénéficié d'une hausse de 9% de ses financements cette année.

Le budget des municipalités au Royaume-Uni dépend des recettes des impôts locaux appliqués aux administrés et aux entreprises, et d'une contribution de l'État, qui a selon John Cotton baissé ces dernières années.

Selon le centre de réflexion Institute for Government, le financement venu de Londres a chuté de 40% en termes réels entre 2009 et 2010, période marquée par l'arrivée au pouvoir des Conservateurs, et entre 2019 et 2020, avant de remonter avec les dépenses exceptionnelles liées à la pandémie de Covid-19.

Sur cette dernière période, les Britanniques ont vu leurs impôts locaux flamber et la tendance s'est poursuivie récemment avec l'envolée des prix, aggravant la crise du coût de la vie, sans freiner pour autant la dégradation visible des services publics.

« Le système de financement ne fonctionne plus du tout. Les conseils locaux ont fait des miracles depuis 13 ans mais il n'y a plus d'argent », s'est alarmé le président de la fédération Sigoma Stephen Houghton. Ce dernier a lancé un appel à l'aide au gouvernement.

Avant Birmingham, l'arrondissement londonien de Croydon et la ville de Thurrock, à l'est de la capitale, se sont déclarés en faillite depuis un an. « Le gouvernement central a laissé les collectivités vivre au jour le jour et d'année en année pendant bien trop longtemps. Birmingham est le plus important Conseil à avoir fait faillite jusqu'à présent, mais à moins que quelque chose ne change, ce ne sera pas le dernier », a indiqué à l'Agence France presse, Jonathan Carr-West, directeur de la Local Government Information Unit, une association conseillant les collectivités.

# Oté

## Pa d'arzan pa d'anvi

« Pa d'arzan pa d'anvi », sa in sitassion mon moman té i di, kan èl lavé anvì manze in nafer èl té i ème, in fantézi, konm in kote sokola par ekzanp, mé kel navé poin lo moyen astè. Larzan èl navé lété zis pou asté lo néssèssèr : do ri, luile, do sèl, do zèfe, do sik, kafé. Ala son lisse komission. La dan na poin pou amisé, na zis pou viv. Rèzeman son sitiassion la sanzé, zordi li pé fé son fantési. Tan mié pou li.

Mé, kan mi akoute laktialité, mi di, ala in kozman lé apropié sé tansi. Lo pri marsandize y fini pi rogmanté et y paré la povroté, issi kom an Frans et konm dann bonpé péi y rogmante osi. Domoun y gane pi joine lé dé boute. Zot y sava rode manzé ek lassossiassion lé la espré pou èdè sate lé dann malizé. Soleman, la sitiassion lé si telman grave, ziska lo bande lassossiassion lé entrin d'tombe dann malizé osi. La lé vréman grave, lé mêm pi o stade « lanvi », l'essensiel non pli domoun i gane pi awar. Koman zot y sa fé ? Koman y fé pou fé grandi marmaye dann condition konm sa ? Kan in léta y gane pi donn manzé son peup, vo domié li lèss son plasse.

Alé, ni artrouv.

*Justin*